

13 000 postes en moins à la rentrée : Face à la régression, passons à l'offensive!

Au cours du quinquennat qui s'achève, l'Éducation nationale a connu le pire plan social de son histoire et le renforcement d'une gestion autoritaire des personnels. Pour accompagner des contre-réformes contestées par toutes et tous, **Sarkozy et Fillon ont supprimé 75 000 postes et 13 000 nouvelles suppressions prévues pour la rentrée 2012 n'ont pas été remises en cause** malgré les effets d'annonce du nouveau gouvernement.

Nous dénonçons ces conditions de rentrée : 13 000 postes en moins, c'est une année supplémentaire de destruction pour l'École Publique, de la maternelle à l'université. **C'est une année de plus de régression scolaire causée par la politique d'austérité que nous promet le nouveau pouvoir** dont les premières victimes seront les élèves, en particulier ceux des classes populaires. Nous voulons **stopper immédiatement la logique des suppressions de postes** qui entraînent une forte dégradation des conditions de travail des élèves (augmentation du nombre d'élèves par classe) et des personnels (recours aux contrats précaires, surcharge de travail liée aux heures supplémentaires). Par ailleurs, nous sommes toujours particulièrement inquiets des conditions de travail des enseignants stagiaires qui devront entrer dans le métier cette année, en subissant les effets néfastes de l'absurde réforme de la mastérisation.

Devant ce constat, nous exigeons un plan d'urgence pour la rentrée 2012 :

- Retour au tiers-temps face aux élèves pour les stagiaires et suppression de la mastérisation
- Arrêt du recours aux heures supplémentaires et à la surcharge de travail des personnels et embauches massives pour rétablir les postes supprimés
- Réemploi et titularisation sans condition de tous les précaires
- Respect des droits et des statuts des personnels
- Suppression du Livret Personnel de Compétences
- Suppression de tous les systèmes de fichage centralisé des élèves et des personnels
- Levée immédiate de toutes les sanctions infligées à des personnels pour désobéissance.

Ces mesures sont cohérentes, elles visent à revenir sur les régressions que subit l'Éducation nationale depuis de nombreuses années et à poser les bases d'un système éducatif démocratique, solidaire et émancipateur pour répondre aux enjeux de demain. SUD Éducation s'est adressé au ministre de l'Éducation nationale en ce sens et appelle les personnels à la mobilisation dès la rentrée pour exiger un plan d'urgence du gouvernement.

Pour renforcer un syndicalisme de lutte - Parce qu'on est plus forts tou-te-s ensemble pour impulser, organiser et gagner les batailles de demain - Pour défendre ses droits, stopper les régressions sociales, construire une autre école dans une autre société - Pour ne pas rester isolé face aux difficultés...



**SYNDIQUÉZ
VOUS !**

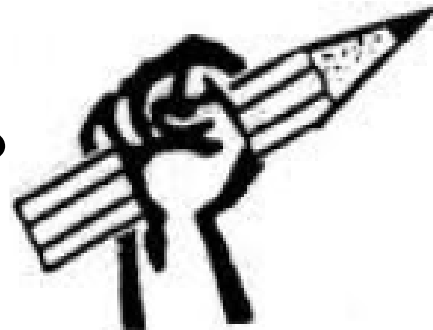
SUD Education Gard
6 rue Porte d'Ales, 30000 NIMES.
Téléphone : 04 66 36 05 70
Mail : sudeducation.gard@laposte.net

éducation
sud

Permanences le lundi après-midi, le mardi et le jeudi.

Qu'est ce que

éducation
Sud ?



■ **SUD EDUCATION** lutte pour les revendications immédiates des personnels mais aussi pour transformer l'école et la société, dans un sens plus égalitaire et émancipateur.

■ **Le syndicat est un outil au service des luttes des salarié-e-s.** Nous refusons les dérives clientélistes, bureaucratiques, les postures « négociatrices » et « réformistes » qui servent d'alibis pour cautionner des régressions.

■ Pour faire changer l'école et la société, pour « gagner » plus...il faut lutter plus!

S comme solidaires. Partout, la solidarité doit l'emporter sur l'individualisme et la recherche du profit. Nous défendons les intérêts collectifs des salarié-e-s et nous impliquons dans les luttes « de société » (précarité, chômage, racisme, etc). Notre union interprofessionnelle Solidaires y contribue activement.

U comme unitaires. On est plus fort-e-s tou-te-s ensemble. C'est pourquoi nous sommes un syndicat intercatégoriel (un seul syndicat pour tous les personnels); c'est aussi pourquoi nous prôtons l'unité syndicale d'action pour créer un rapport de force au service des revendications des salarié-e-s, tout en exprimant nos propres orientations pour faire vivre le débat démocratique.

D comme démocratiques. Ce sont les adhérent-e-s qui décident des orientations et chacun-e peut se faire entendre. Nous pratiquons aussi la rotation et la limitation des mandats pour éviter la bureaucratisation : vos représentant-e-s partagent votre quotidien professionnel et restent sur le terrain. Nous défendons également la démocratie dans les luttes : celles-ci appartiennent à ceux et celles qui les mènent, et non à de lointaines « directions syndicales » déconnectées des réalités.

